

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTRE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 93 — 552

8 JANVIER 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 1987 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 novembre 1989;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1992 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 février 1992 portant règlement de son fonctionnement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence résultant de la nécessité d'assurer la continuité des investissements et d'adapter, sans délai, les normes physiques et financières relatives aux bâtiments scolaires à charge ou subsidiés par la Communauté française;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales et du Ministre de l'Education;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française en date du 30 novembre 1992,

Arrête :

TITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté est d'application aux établissements scolaires, aux internats et aux centres psycho-médico-sociaux répondant aux conditions de l'article 2.1. a et b du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par « Fonds » le service de l'Exécutif compétent en matière de bâtiments scolaires de la Communauté française et les Fonds visés aux articles 7, § 1^{er}, et 10, § 1^{er}, du décret du 5 février 1990 précité.

§ 3. Les normes fixées par le présent arrêté sont appliquées aux implantations d'établissements, centres ou internats où les travaux sont exécutés.

§ 4. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- construction : les travaux d'érection de bâtiments ou de réalisation d'infrastructures extérieures;
- modernisation : les travaux impliquant la mise en état ou la transformation complète de bâtiments ou d'infrastructures extérieures;
- aménagement : les travaux destinés à :
 - adapter de situations existantes à des besoins pédagogiques évolutifs sans augmenter le volume bâti;
 - améliorer la fonctionnalité et le rendement des installations et équipements ainsi que le confort et l'hygiène des locaux;
 - assurer la sécurité des occupants et des tiers en conformité avec les règlements en matière d'hygiène, de sécurité et de prévention contre l'incendie.

Art. 2. Les normes physiques sont exprimées en surfaces brutes maximales.

Par surface brute d'un bâtiment, il faut entendre la somme des surfaces brutes de plancher de tous les niveaux de plancher.

Les niveaux de plancher sont notamment les étages qui sont construits entièrement ou partiellement dans le sol, les étages au-dessus du sol et les étages pour installations techniques.

La surface brute de plancher de chaque niveau de plancher résulte du contour extérieur des éléments de construction limitant le bâtiment, au niveau du plancher. La surface des escaliers, ascenseurs et gaines d'installation doit être considérée, à chaque niveau de plancher, comme étant la surface brute du plancher.

Ne sont pas considérées comme surfaces brutes de plancher :

- a) les vides ventilés entre le niveau du sol et le niveau inférieur du bâtiment;
- b) les combles, greniers et caves non susceptibles d'être aménagés en locaux occupables;
- c) les vides techniques, à moins que ceux-ci ne soient complètement construits, fassent partie du bâtiment et aient une hauteur libre d'au moins 2 m;
- d) les escaliers de secours situés à l'extérieur du bâtiment;
- e) les ouvertures et les vides faisant plus de 4 m².

Les normes physiques fixées par le présent arrêté sont applicables aux seuls travaux de construction et de modernisation tels que définis à l'article 1^{er}.

Art. 3. § 1^{er}. Pour établir les enveloppes de surfaces maximales brutes auxquelles un établissement, un centre ou un internat a droit, il est tenu compte de la population scolaire au 1^{er} octobre précédant l'introduction de la demande. Cette date est le 1^{er} février pour les établissements d'enseignement supérieur. Tout autre élément pertinent sera soumis à l'avis de la Commission des experts.

§ 2. Quand plus de deux années se sont écoulées entre l'introduction de la demande de travaux et la décision de principe du Fonds concerné, il est tenu compte de la population scolaire au 1^{er} octobre ou 1^{er} février précédant la décision de principe. Dans le cas de l'enseignement de la Communauté française, on entend par décision de principe, la décision ou l'acte d'approbation de l'autorité concernée sur un programme de travaux.

Art. 4. § 1^{er}. Des enveloppes de surfaces brutes maximales d'un établissement, centre ou internat résultant de l'application du présent arrêté sont déduites les surfaces brutes existantes correspondantes pour l'établissement, le centre ou l'internat. Pour ce faire, les surfaces brutes des bâtiments construits avant le 1^{er} janvier 1920 seront comptabilisées à raison de 70 % de leur surface, ceux construits entre 1920 et 1958 à raison de 80 % et ceux construits entre le 1^{er} janvier 1959 et le 1^{er} juillet 1987, à raison de 90 %.

§ 2. La déduction visée au § 1^{er} ne s'applique pas, après avis favorable du Fonds concerné, aux surfaces désaffectées par le pouvoir organisateur.

§ 3. Les dérogations aux dispositions du § 1^{er} ne s'applique pas, après avis favorable du Fonds concerné, aux surfaces désaffectées par le pouvoir organisateur.

§ 3. Les dérogations aux dispositions du § 1^{er} ainsi que tout litige né de l'application du § 2 seront soumis à la Commission des experts créée par l'article 7.

Art. 5. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions en matière d'urbanisme, une superficie pour l'aire de partage et de manœuvre peut être attribuée à raison de 24 m² maximum par membre du personnel assurant au moins une demi-charge.

§ 2. Pour les abris à vélos et vélomoteurs, il peut être attribué 1,2 m² par élève utilisant ce moyen de transport.

§ 3. La surface autorisée de l'aire de jeux est fixée à :

- 4 m² par élève de l'enseignement fondamental ordinaire, avec un minimum de 200 m²;
- 2 m² par élève de l'enseignement secondaire;
- 0,8 m² par élève des autres niveaux d'enseignement.

§ 4. La surface autorisée pour les préaux est fixée à 0,7 m² par élève avec un minimum de 50 m².

§ 5. Le Fonds concerné statue en ce qui concerne les locaux à imposition technique de chaufferie, haute tension et épuration.

Les surfaces brutes de ces locaux ne sont pas comptabilisées dans les enveloppes de surfaces brutes maximales autorisées et prévues par le présent arrêté.

§ 6. Les dossiers de construction de piscines et de travaux d'aménagement, de modernisation et d'entretien à effectuer dans les piscines existantes, seront soumis pour accord à l'Exécutif.

Art. 6. Dans le cas où le pouvoir organisateur a pris l'engagement formel de mettre des locaux à la disposition de plusieurs établissements ou implantations, des regroupements de populations scolaires pourront être autorisés. Néanmoins, les surfaces ne pourront en aucun cas dépasser celles prévues au présent arrêté pour l'ensemble des écoles concernées.

Art. 7. § 1^{er}. Une Commission d'Experts de la Communauté française est créée. Ses membres sont nommés par les Ministres ayant les bâtiments scolaires dans leurs attributions.

Elle comprend un représentant pour chacun des Fonds créés en vertu du décret du 5 février 1990 précité ou des institutions qui en assumeront les missions et un représentant de l'enseignement de la Communauté, de l'enseignement officiel subventionné et de l'enseignement libre subventionné.

La Commission établit son règlement d'ordre intérieur qui est soumis pour approbation aux Ministres ayant les bâtiments scolaires dans leurs attributions.

§ 2. La Commission se réunit au moins une fois tous les deux mois et donne, à la demande du Fonds concerné ou de l'institutions qui en assumera les missions, un avis dans toutes les matières et notamment :

- a) les cas de dérogations aux dispositions du présent arrêté;
- b) tous les cas non prévus par le présent arrêté dans lesquels des travaux visés à l'article 2.1.b) et 2 du décret du 5 février 1990 précité sont exécutés.

§ 3. Le Fonds concerné ou l'institution qui en assumera la mission ne peut prendre de décision que sur avis conforme de la Commission des Experts.

La Commission adresse annuellement un rapport aux Ministres ayant les bâtiments scolaires dans leurs attributions.

Les administrations des divers Fonds ou des institutions qui en assumeront les missions, sont tenues de lui apporter toute l'aide requise pour le bon accomplissement de sa mission.

TITRE II. — Des normes physiques

CHAPITRE Ier. — Enseignement maternel et primaire

Art. 8. § 1^{er}. Pour une implantation d'enseignement maternel ou primaire, la surface brute maximale autorisée est fixée comme suit :

a) implantations avec moins de 72 élèves. Le nombre total de mètres carrés est attribué par tranches d'élèves suivantes :

— moins de 26 élèves	250 m ²
— de 26 à 44 élèves	360 m ²
— de 45 à 56 élèves	485 m ²
— de 57 à 65 élèves	590 m ²
— de 66 à 71 élèves	675 m ²

b) implantations avec 72 élèves ou plus. Le nombre total de mètres carrés est attribué par élève supplémentaire, selon la formule suivante :

- de 72 à 165 élèves : $760 + 7,9 \times (\text{nombre d'élèves} - 72)$;
- de 166 à 349 élèves : $1\,495 + 6,9 \times (\text{nombre d'élèves} - 165)$;
- 350 élèves ou plus : $2\,765 + 6,3 \times (\text{nombre d'élèves} - 349)$.

§ 2. Si l'implantation dans laquelle s'effectuent les travaux est destinée à l'enseignement fondamental, les surfaces prévues au § 1^{er} sont augmentées de 5 %.

§ 2bis. Pour les cours philosophiques non repris dans le capital-périodes, l'école a droit à une superficie brute de 24 m² par tranche de 12 périodes organisées hebdomadairement.

§ 3. Sans préjudice des dispositions de l'article 9, le pouvoir organisateur décide librement de la répartition des surfaces attribuées suite au §§ 1^{er} et 2, à condition de respecter leur destination pédagogique.

Art. 9. § 1^{er}. Pour les implantations dont le programme d'enseignement organisé ou subventionné dans le cadre du capital-périodes est inférieur à 12 périodes hebdomadaires d'éducation physique, la surface autorisée en vertu de l'article 8 est majorée de 80 m² destinés aux locaux d'éducation physique et aux locaux annexes.

- § 2. A partir de 12 périodes hebdomadaires, un local spécifique peut être construit.
La superficie brute maximale autorisée de la salle d'éducation physique, en ce compris les annexes indispensables telles que vestiaires, douches, remises, accès, est fixée comme suit :
- de 12 à 23 périodes hebdomadaires d'éducation physique : 320 m²;
 - de 24 à 48 périodes d'éducation physique : 485 m²;
 - à partir de 49 périodes d'éducation physique : 805 m².
- § 3. Du calcul du nombre hebdomadaire de périodes de cours d'éducation physique, il y a lieu de défalquer les périodes de cours de natation.

CHAPITRE II. — Enseignement secondaire

- Art. 10.** Trois enveloppes de surfaces maximales brutes sont prévues.
L'enveloppe n° 1 concerne les locaux qui, en raison de la nature des cours dispensés et de leur équipement, justifient des dimensions particulières.
L'enveloppe n° 2 concerne les cours d'éducation physique et de sports.
L'enveloppe n° 3 constitue une enveloppe pédagogique et de services couvrant tous les autres besoins. A l'intérieur des enveloppes 1 et 3 d'une part, et de l'enveloppe 2 d'autre part, le pouvoir organisateur décide librement de la répartition des surfaces, à condition de respecter leur destination pédagogique.

Art. 11. Dans les coefficients de surfaces brutes forfaitaires par type de cours ou par orientation d'études, sont chaque fois comprises les annexes qui sont construites en fonction du local principal.

Art. 12. § 1^{er}. Le nombre hebdomadaire de périodes de cours organisées dans l'établissement sert de base pour le calcul des enveloppes n° 1 et 2.

§ 2. Le nombre d'élèves sert de base pour le calcul des surfaces de l'enveloppe n° 3.

Art. 13. § 1^{er}. La surface maximale de l'enveloppe n° 1 est fixé sur base des coefficients des surfaces brutes forfaitaires énumérés ci-après :

	Coefficient de surface brute forfaitaire
a) Dessin technique	140
b) Informatique	90
c) Dactylographie	90
d) Mécanique générale hydraulique-pneumatique	140
e) Mécanique appliquée (moteurs essence-diesel)	140
f) Courant fort	90
g) Courant faible	90
h) Labo essais matériaux — Métrologie	90
i) Laboratoire de biologie	170
j) Laboratoire de physique	170
k) Laboratoire de chimie	170
l) Technologie	140
m) Histoire ou géographie	120
n) Education artistique	170

§ 2. La surface totale brute des locaux relatifs aux cours visés dans le présent article est obtenue en multipliant par les coefficients applicables figurant au § 1^{er}, le quotient de la division des nombres hebdomadaires de périodes de cours à organiser dans ces locaux par le nombre 27.

§ 3. Le quotient est arrondi à l'unité chaque fois que le nombre hebdomadaire de périodes des cours énumérés au § 1^{er} est inférieur à 27. Les périodes de cours à prendre en considération pour le calcul des surfaces des laboratoires sont les seules périodes de cours de pratique de laboratoire intégrées à l'horaire prévu pour les cours de sciences, biologie, physique et chimie.

Nonobstant l'application de l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, lorsque la somme des périodes de cours de laboratoire de biologie, de physique et de chimie est inférieure à 27, le nombre de laboratoire autorisés est réduit à 2 et donc la surface forfaitaire totale à 340 m².

§ 4. Les quotients obtenus dans les calculs sont arrondis à la deuxième décimale.

Art. 14. § 1. Les coefficients de surfaces forfaitaires pour les cours de pratique professionnelle visés au § 3 ci-dessous sont fixés séparément, d'une part pour les deux premières années de l'enseignement secondaire et d'autre part, pour les autres années. Pour les secteurs et les options qui ne se prêtent pas à une normalisation, les dossiers seront soumis à la Commission des Experts. Ces secteurs et options sont désignés par la référence C.E.

§ 2. Sans préjudice aux dispositions légales en matière de sécurité, d'hygiène et de protection du travail, la surface autorisée pour les cours de pratique professionnelle est obtenue en multipliant par les coefficients applicables figurant au § 3, le quotient de la division des nombres hebdomadaires de périodes de cours à y dispenser par le nombre 34.

En dérogation à ce qui précède, les superficies forfaitaires relatives aux orientations d'études justifiées par l'organisation de moins de 18 périodes hebdomadaires de cours pratiques sont divisées par 2.

Toutefois, dans une école où au moins 2 orientations d'études reprises ci-dessous sont organisées un coefficient de superficie forfaitaire de 240 m² est toujours accordé.

§ 3. Tableau

Secteur d'activités techniques	coefficient de surface forfaitaire	
	1re et 2e années d'études	années ultérieures
SECTEUR 1 : AGRONOMIE		
Groupe agriculture	C.E.	C.E.
Agriculture		
Groupe horticulture	C.E.	C.E.
Horticulture		
Groupe sylviculture		C.E.
Sylviculture		
SECTEUR 2 : INDUSTRIE		
Groupe électricité		
Electricité (générale) - électromécanique	120	120
Montage électrique		190
Equipement électroménager	120	120
Groupe électronique		
Electronique (industrielle, technique HF)		120
Electronique - automation (automatique - informatique)		120
Groupe mécanique		
Mécanique générale, atelier fer	190	190
Machines-outils		
Fine mécanique-horlogerie	90	90
Groupe mécanique des moteurs		
Mécanique automobile		400
Mécanique moteur petite cylindrée		160
Groupe mécanique appliquée		
Mécanique agricole et forestière		480
Mécanique horticole		160
Groupe métal		
Tôlerie - carrosserie		320
Forge-soudure		320
Groupe mécanique (divers)		
Mécanique marine et aéronautique		320
SECTEUR 3 : CONSTRUCTION		
Groupe bois		
Menuiserie - ébénisterie	160	220
Groupe équipement du bâtiment		
Sanitaire - zinguerie - plomberie		200
Sanitaire - zinguerie - chauffage		200
Groupe parachèvement du bâtiment		
Carrelage - plafonnage- cimentage		140
Peinture		320
Tapissage- revêtement		320
SECTEUR 4 : HOTELLERIE - ALIMENTATION		
Groupe hôtellerie		
Hôtellerie	C.E.	C.E.
Groupe boucherie - charcuterie		
Boucherie - charcuterie	190	190
Groupe boulangerie - pâtisserie		
Boulangerie - pâtisserie	190	190
Groupe cuisine de collectivité		
Cuisine de collectivité	190	190
SECTEUR 5 : HABILLEMENT		
Groupe confection		
Confection (coupe-couture-essayage)	190	190

Secteur d'activités techniques	coefficient de surface forfaitaire	
	1re et 2e années d'études	années ultérieures
SECTEUR 6 : ARTS APPLIQUES		
Groupe arts décoratifs		
Arts appliqués, dessin, peinture	120	190
Arts visuels appliqués (aérographie, sérigraphie)		190
Décoration d'intérieur		190
Etalage		190
Groupe arts graphiques		
Imprimerie - machine offset		200
Groupe audio-visuel		
Arts appliqués - photo-photographie publicitaire		90
Labo photo		90
Studio audio-visuel, vidéo		90
SECTEUR 7 : ECONOMIE		
Groupe gestion et secrétariat		
(Travaux administratifs - classement reprographie - mécanographie)	90	90
SECTEUR 8 : SERVICES AUX PERSONNES		
Groupe services sociaux et familiaux		
Arts ménagers, cuisine, couture familiale, entretien du home	190	190
Groupe services paramédicaux		
Services paramédicaux		190
Groupe soins de beauté		
Coiffure - visagisme	160	160
Pédicure - manucure		90

§ 4. Par dérogation aux §§ 2 et 3 :

- a) La surface autorisée pour les orientations d'études de maçonnerie, construction, gros-œuvre, est obtenue :
 — pour les deux premières années d'étude, en multipliant par 3,2 m² le nombre d'élèves qui suivent les travaux pratiques prévus à ce niveau pour cette discipline;
 — pour les années ultérieures, en multipliant par 18 m² le nombre d'élèves suivant les travaux pratiques prévus à ce niveau pour cette discipline.

La surface maximale ainsi calculée pour les orientations d'études de maçonnerie, construction-gros œuvre, est augmentée de 230 m² ou de 340 m² pour l'entreposage des matériaux et de l'outillage, selon que l'établissement organise uniquement les deux premières années ou les années ultérieures.

b) La surface maximale des orientations d'études pour le travail du bois, calculée conformément aux §§ 2 et 3, est majorée de 120 m² pour l'atelier des machines des deux premières années d'études et de 190 m² pour l'atelier des machines des années ultérieures.

c) Les surfaces minimales des orientations d'études de mécanique générale (machine-outils) et de forge-soudure sont respectivement de 320 et 190 m².

§ 5. Les quotients obtenus dans les calculs sont arrondis à la deuxième décimale.

Art. 15. Les dossiers relatifs à des secteurs non repris dans le tableau figurant au § 3 sont soumis à l'avis de la Commission des experts.

Art. 16. § 1^{er}. La surface totale des locaux d'éducation physique est calculée d'après le barème suivant :

— jusqu'à 36 périodes de cours	485 m ²
— jusqu'à 36 périodes de cours dans une école organisant le 3e degré ou le cycle inférieur	600 m ²
— de 37 à 72 périodes de cours	805 m ²
— de 73 à 108 périodes de cours	1 200 m ²

§ 2. Au-delà de 1 200 m² ou de 108 périodes, l'avis préalable de la Commission des experts est requis.

Art. 17. Pour un établissement d'enseignement secondaire, la surface brute maximale de l'enveloppe pédagogique et de services visée à l'article 10 est fixée comme suit :

a) établissements ayant 101 élèves ou plus : le nombre total de m² est attribué par élève supplémentaire selon la formule suivante :

- 101 à 200 : 1 400 + 10 × (nombre d'élèves - 100);
 201 à 300 : 2 250 + 7,5 × (nombre d'élèves - 200);
 301 à 400 : 3 000 + 6,5 × (nombre d'élèves - 300);
 401 à 500 : 3 650 + 6 × (nombre d'élèves - 400);
 501 à 600 : 4 250 + 5,5 × (nombre d'élèves - 500);
 à partir de 601 : nombre d'élèves × 8.

b) Par dérogation au point a, tout dossier de construction complète d'un établissement dont la population est inférieure à 101 élèves sera soumis à la Commission des experts.

Chapitre III. — *Enseignement spécial*

Art. 18. § 1^{er}. Les dispositions du titre II, chapitre 1^{er}, s'appliquent également à l'enseignement spécial fondamental, étant entendu que la surface brute maximale, calculée conformément aux dispositions de l'article 8, selon les types d'enseignement définis par l'arrêté royal du 28 juin 1978 portant définition des types et organisation de l'enseignement spécial et déterminant les conditions d'admission et de maintien dans les divers niveaux d'enseignement spécial, est multipliée :

- par 1,5 pour les types 1 et 8;
- par 1,8 pour les autres types.

§ 2. En matière d'abords, pour l'enseignement spécial fondamental et secondaire, les normes de surfaces prévues à l'article 5 bénéficient des mêmes coefficients que ceux repris au § 1^{er}.

Art. 19. Les dispositions du chapitre II s'appliquent à l'enseignement secondaire spécial.

Toutefois, pour le calcul de la superficie maximale brute de l'enveloppe n° 3, les nombres d'élèves des formes I et II sont multipliés par 1,5 et ceux de la forme III, par. 2.

Art. 20. § 1^{er}. Néanmoins, les surfaces obtenues par référence aux normes reprises à l'article 19, constituent une enveloppe à l'intérieur de laquelle, tout type de locaux confondus, le pouvoir organisateur selon le type d'enseignement qu'il organise, détermine un agencement conforme à son projet éducatif.

§ 2. En ce qui concerne l'enseignement spécial intégré, tout pouvoir organisateur qui organise ce type d'enseignement peut prévoir, en dehors des normes fixées, des espaces particuliers pour l'organisation de cette forme d'enseignement. Les solutions avancées seront soumises à la Commission des experts.

§ 3. Les §§ 1^{er} et 2 sont d'application pour l'enseignement spécial maternel et primaire ainsi que pour l'enseignement spécial secondaire.

CHAPITRE IV. — *Enseignement supérieur de type court*

Art. 21. Sans préjudice de l'article 6, dans les établissements et sections d'enseignement supérieur de type court des catégories économique, sociale et pédagogique, la surface brute maximale s'obtient en multipliant par 10 le nombre d'étudiants. Pour les autres catégories, la surface brute maximale s'obtient en multipliant par 20 le nombre d'étudiants. En outre, dans le cas où des cours d'éducation physique et de sports sont organisés ou subventionnés, les dispositions du chapitre II relatives à l'enseignement secondaire sont applicables.

Les dossiers des établissements appartenant aux autres catégories seront soumis à la Commission.

CHAPITRE V. — *Enseignement supérieur de type long*

Art. 22. La surface brute maximale dont un établissement peut disposer s'obtient en multipliant le nombre d'étudiants par un des coefficients repris ci-dessous, suivant la section à laquelle il appartient :

- catégories des sciences techniques, agricoles, artistiques et nautiques :
candidatures : 20 m²;
licences : 30 m²;
- catégories des sciences économiques, sociales et pédagogiques :
candidatures : 10 m²;
licences : 10 m².

CHAPITRE VI. — *Internats*

Art. 23. Une surface forfaitaire brute de 18 m² par lit pour le primaire et le secondaire supérieur est attribuée sur base du nombre d'élèves internes inscrits à la date visée à l'article 3.

En ce qui concerne les internats de l'enseignement spécial, les élèves sont pris en considération suivant qu'ils sont âgés de moins de 15 ans, auquel cas on applique la norme de 18 m² par lit, ou de 15 ans et plus, auquel cas on applique la norme de 32 m² par lit.

Tout programme de construction nouvelle, en ce compris les extensions, fera l'objet d'un rapport circonstancié et sera soumis à l'avis de la Commission des experts, notamment pour ce qui concerne la cuisine, le restaurant, le logement de fonction éventuel, les locaux de vie et d'agrément.

CHAPITRE VII. — *Centres psycho-médico-sociaux*

Art. 24. La surface maximale brute pour une implantation d'un C.P.M.S. est obtenue en multipliant par 55 le nombre de membres des personnels justifiés aux termes de l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986 relatif à la rationalisation et la programmation ainsi qu'aux normes d'encadrement du personnel des centres psycho-médico-sociaux et fixant les conditions d'accès au Fonds des bâtiments scolaires.

TITRE III. — *Des normes financières*

Art. 25. Pour l'application du présent titre, est seul pris en considération l'équipement par incorporation.

Art. 26. Lorsque les travaux donnent lieu à des marchés séparés, c'est l'ensemble de leurs montants qui doit être pris en considération pour l'application des dispositions du présent titre.

Art. 27. § 1^{er}. Le montant de la soumission approuvée d'une construction nouvelle ou d'une modernisation impliquant la mise en état ou la transformation complète d'un bâtiment est réputé normal s'il se situe dans une fourchette de F 23 000 à F 27 500 par mètre carré de surface brute telle que définie à l'article 2.

§ 2. En dérogation au § 1^{er} :

a) la fourchette relative à la construction de locaux d'éducation physique s'établit de F 21 000 à F 25 000 par mètre carré de surface brute; il en est de même pour les locaux de pratique professionnelle relevant des secteurs 1, 2 et 3 figurant à l'article 14, § 3, en ce compris tous les locaux annexes d'enseignement théorique qui pourraient inclure ces ateliers;

b) dans le cas où la composition architecturale ne permet pas de dissocier aisément les coûts propres aux ateliers des secteurs 1, 2 et 3 et aux infrastructures d'éducation physique, les coûts de ces derniers seront réputés normaux s'ils sont inférieurs au produit de leur surface brute par la moyenne des minima et maxima de la fourchette des prix admise pour ces types de locaux;

c) la fourchette relative à la construction d'un internat s'établit de F 414 000 à F 495 000 par lit pour le primaire et le secondaire inférieur, et de F 736 000 à F 880 000 par lit pour le secondaire supérieur tel que défini au chapitre VI.

§ 3. Les maxima des fourchettes ci-dessus sont à respecter.

§ 4. Les montants précités, fixés au 1^{er} juillet 1987 seront revus mensuellement selon la formule du Ministère des Travaux publics :

$$p = P \left(0,40 \frac{s}{S} + 0,40 \frac{i}{I} + 0,20 \right)$$

Art. 28. § 1^{er}. Les montants visés à l'article 27 s'entendent, à la fois, hors taxe à la valeur ajoutée, frais généraux et révision contractuelle des prix.

Par frais généraux, on entend les honoraires des architectes, des ingénieurs-conseils et des experts des bureaux d'étude.

§ 2. Pour l'application de l'article 27, les coûts des travaux justifiés par des circonstances exceptionnelles sont à défalquer, après avis conforme de la Commission des experts.

Art. 29. Le coût au m² des travaux d'aménagement de bâtiments réalisés dans une implantation durant une période de cinq ans prenant cours le jour où le présent article est appliqué pour la première fois, ne peut dépasser les 60 % de la valeur du maximum de la fourchette applicable en vertu de l'article 27.

Art. 30. § 1^{er}. Le Fonds concerné statue en ce qui concerne la construction d'aires de jeux, de plaines de sports, de parcage à ciel ouvert, d'abris pour vélos, d'accès, d'abords et de plantations.

Néanmoins, le coût global de ces travaux liés à la construction nouvelle ou la modernisation d'une implantation ne peut dépasser 10 % du coût de l'enveloppe générale des travaux. Dans le cas de travaux non liés à un programme de construction d'une implantation, la norme financière de 10 % sera calculée sur le produit de la superficie normative brute en m² applicable à l'implantation concernée par la norme financière en vigueur.

§ 2. Le coût des travaux d'aménagement relatifs à ces infrastructures extérieures réalisés dans une implantation durant une période de cinq ans prenant cours le jour où la présente disposition est appliquée pour la première fois, ne peut dépasser 60 % de la norme visée au § 1^{er}.

§ 3. La construction ou la modernisation d'un préau ne peut coûter plus de F 14 000/m² hors taxe à la valeur ajoutée, frais généraux et révision contractuelle.

Le montant de F 14 000 est révisé selon la formule prévue à l'article 27.

TITRE IV. — Règles

Qui déterminant le besoin en construction nouvelle ou extension.

Art. 31. Le présent titre s'applique à tout bâtiment à usage d'enseignement, de centre psycho-médico-social ou d'internat pour lequel la Communauté est intervenue financièrement, entièrement ou partiellement.

Est réputé disponible, chaque bâtiment ou complexe de bâtiments :

1^o qui est entièrement inoccupé ou qui peut être libéré par le pouvoir organisateur dans le délai d'une année scolaire, et

2^o dont les locaux répondent aux conditions en matière de salubrité et d'hygiène conformément à l'article 24, § 2, 6^o de la loi précitée du 29 mai 1959 ou qui peuvent du moins être mis dans cet état à l'aide des Fonds.

Art. 32. L'aire géographique à considérer se définit par :

1^o l'espace limité à une distance de 1 km pour l'enseignement fondamental et 2 km pour l'enseignement secondaire;

2^o l'espace limité à une distance de 10 km pour l'enseignement supérieur et les internats, de 20 km pour les centres psycho-médico-sociaux.

Par distance, il y a lieu de comprendre le chemin le plus court par la route, tel que défini à l'article 2.1. de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 concernant le règlement général de police de la circulation, sans qu'il ne soit tenu compte de déviations ou de sens uniques.

Art. 33. § 1^{er}. A la réception d'une demande de construction nouvelle ou d'extension, le Fonds, en concertation avec les autres Fonds concernés, s'assure de la disponibilité de bâtiments adéquats dans l'aire géographique à considérer.

§ 2. Si le ou les bâtiments réputés disponibles appartiennent au pouvoir organisateur dont relève l'institution qui a introduit la demande de construction, le programme introduit est refusé.

§ 3. Si les bâtiments réputés disponibles relèvent d'un autre pouvoir organisateur, détenteur d'un droit réel sur ce bien, qui l'autorise à disposer de ce bien, le Fonds provoque la concertation des pouvoirs organisateurs concernés et propose l'occupation des surfaces disponibles soit par bail à loyer, soit par bail emphytéotique, soit par achat, sur base de la valeur vénale établie par le Comité d'acquisition d'immeubles compétent, instauré par l'arrêté royal du 3 novembre 1980 relatif aux comités d'acquisition pour compte de l'Etat, des organismes d'Etat et des organismes dans lesquels l'Etat a un intérêt prépondérant, ou par toute autre autorité compétente.

Si la concertation n'aboutit pas, suite au refus :

1^o du pouvoir organisateur qui a introduit la demande de construction, cette demande est refusée;

2^o du pouvoir organisateur dont l'immeuble est réputé disponible, toute demande ultérieure de travaux émanant de ce pouvoir organisateur et relative à des établissements situés dans le même arrondissement ne pourra être examinée que lorsque le Fonds aura constaté que l'immeuble réputé disponible est occupé ou a été désaffecté.

Art. 34. Sans préjudice de l'application des articles 31 et 32, le Fonds qui est saisi d'une demande de nouvelle construction pour une infrastructure d'éducation physique dont question à l'article 16, § 2, examine s'il n'existe pas une infrastructure qui est entièrement ou partiellement la propriété d'une autorité publique locale dans un rayon de 2 km.

Si ceci s'avère être le cas et si l'organe de gestion est disposé et est en mesure d'accéder à la demande moyennant une redevance équitable, la demande de construction est refusée.

Art. 35. Tout pouvoir organisateur qui s'estime lésé par une décision prise en vertu des articles 32 ou 33 peut aller en appel de celle-ci auprès du Ministre concerné ou du Conseil d'administration du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires. Ceux-ci prennent une décision après avis conforme de la Commission des experts.

TITRE V. — Dispositions transitoires et finales

Art. 36. Les dossiers présentés à l'adjudication qui avaient un accord de principe avant le 1^{er} juillet 1987, peuvent dépasser la norme physique à concurrence de 5 %, la norme financière étant d'application au prorata des surfaces admises.

Lorsque ces dossiers dépassent la norme physique de plus de 5 %, les Fonds sont autorisés à prendre en charge le surcroît d'honoraires permettant la mise en conformité des plans et documents par rapport au stade d'étude précédemment atteint, étant entendu que ce surcroît est plafonné à 5 % du coût de réalisation des travaux.

Art. 37. L'arrêté royal du 22 juin 1987 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 novembre 1989, est abrogé.

Art. 38. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 janvier 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

—
VERTALING
—

N. 93 — 552

[S — 29093]

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

8 JANUARI 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysische en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet d.d. 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd niet-universitair onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 juni 1987 houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysische en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 10 november 1989;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 3 februari 1992 tot verdeling van de bevoegdheden tussen de Ministers van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 17 februari 1992 tot regeling van haar werking;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om voor de continuïteit van de investeringen te zorgen en onverwijld de fysische en financiële normen betreffende de schoolgebouwen ten laste van of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap aan te passen;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 30 november 1992,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. § 1. Dit besluit is van toepassing op de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra die aan de voorwaarden voldoen van artikel 21 a en b van het decreet d.d. 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde niet-universitair onderwijs.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder "Fonds" de dienst van de Gemeenschap bevoegd inzake schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap en de in de artikelen 7, § 1, en 10, § 1, van voormeld decreet d.d. 5 februari 1990 bedoelde Fondsen.

§ 3. De normen van dit besluit zijn van toepassing op de vestigingen van inrichtingen, centra of internaten waar de werken uitgevoerd worden.

§ 4. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

— bouw : de werken voor het optrekken van gebouwen of het tot stand brengen van buiten-infrastructuren;

- modernisering : de werken die de geschiktmaking of de volledige ombouw van gebouwen of buiten-infrastructuren impliceren;
- aanpassing : de werken bestemd om
 - de bestaande toestanden aan te passen aan evolutieve opvoedkundige behoeften zonder de bebouwde oppervlakte te vergroten;
 - het functioneel karakter en het rendement van de installaties en uitrustingen, alsmede het comfort en de gezondheid van de lokalen te verbeteren;
 - voor de veiligheid van de gebruikers en derden te zorgen in overeenstemming met de reglementen inzake veiligheid, gezondheid en brandvoorkoming.

Art. 2. De fysische normen worden uitgedrukt in maximale bruto-oppervlakten.

Onder bruto-oppervlakte van een gebouw wordt verstaan het geheel van de bruto-oppervlakten van alle vloerniveaus.

De vloerniveaus zijn inzonderheid de verdiepingen die geheel of gedeeltelijk onder de grond zijn gebouwd, de bovengrondse verdiepingen en de verdiepingen voor technische installaties.

De bruto-oppervlakte van ieder vloerniveau wordt bepaald door de buitenomtrek van de gebouwdelen die het gebouw begrenzen ter hoogte van de vloer. De oppervlakte van de trappen, de liften en de installatiekokers moet op ieder niveau tot de bruto-vloeroppervlakte worden gerekend.

Worden niet als bruto-vloeroppervlakte beschouwd :

- a) de kruipruimten tussen het gelijkvloerse en onderste niveau van het gebouw;
- b) de dakverdiepingen, zolders en kelders die niet kunnen ingericht worden tot te bezetten lokalen;
- c) de technische holle ruimten tenzij deze volkomen afgewerkt zijn, deel uitmaken van het gebouw en een vrije hoogte hebben van ten minste 2 m;
- d) de uitwendige noodtrappen;
- e) de openingen en holle ruimten van meer dan 4 m².

De fysische normen van dit besluit zijn enkel van toepassing op de bouw- en moderniseringswerken zoals bepaald in artikel 1.

Art. 3. § 1. Om de maximale bruto-oppervlakten te bepalen waarop een inrichting, een centrum of een internaat recht heeft, wordt er rekening gehouden met de schoolbevolking op de 1e oktober die het indienen van de aanvraag voorafgaat. Deze datum is 1 februari voor de inrichtingen voor hoger onderwijs. Elke andere relevante factor zal de Commissie van deskundigen voor advies worden voorgelegd.

§ 2. Wanneer meer dan twee jaar verlopen zijn tussen de indiening van de bouw aanvraag en de principiebeslissing van het betrokken Fonds wordt er rekening gehouden met de schoolbevolking op 1 oktober of 1 februari vóór de principiebeslissing. In het geval van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt verstaan onder principiebeslissing, de beslissing of de goedkeuringsakte van de betrokken overheid over een werkenprogramma.

Art. 4. § 1. Van de ingevolge de toepassing van dit besluit bekomen maximale bruto-oppervlakten voor een inrichting, centrum of internaat dienen te worden afgetrokken, voor de inrichting, het centrum of internaat, de bestaande bruto-vloeroppervlakten.

Daartoe dienen de bruto-oppervlakten van de gebouwen die vóór 1 januari 1920 zijn opgericht, te worden geboekt naar rato van 70 % van hun oppervlakte, die opgericht tussen 1920 en 1958 naar rato van 80 % en die opgericht tussen 1 januari 1959 en 1 juli 1987, naar rato van 90 %.

§ 2. De aftrek, bedoeld in § 1 dient, na gunstig advies van het betrokken Fonds, niet te worden doorgevoerd voor oppervlakten die aan hun bestemming zijn onttrokken door de inrichtende macht.

§ 3. Afwijkingen van de bepalingen van § 1 alsmede ieder geschil dat volgt uit de toepassing van § 2, worden voorgelegd aan de bij artikel 7 opgerichte Commissie van deskundigen.

Art. 5. § 1. Onverminderd de bepalingen inzake stedenbouw kan voor parkeer- en manoeuvreerplaatsen een oppervlakte toegekend worden van maximum 24m² per personeelslid dat minstens een halve opdracht vervult.

§ 2. Voor de bergplaatsen van fietsen en bromfietsen kan 1,2 m² per leerling die met soortgelijk voertuig de school bezoekt, toegekend worden.

§ 3. De toegelaten oppervlakte van de open speelplaats wordt vastgesteld op :

- 4 m² per leerling van het gewoon basisonderwijs met een minimum van 200 m²;
- 2 m² per leerling van het secundair onderwijs;
- 0,8 m² per leerling voor de andere onderwijsniveaus.

§ 4. De toegelaten oppervlakte voor de overdekte speelplaatsen wordt vastgesteld op 0,7 m² per leerling met een minimum van 50 m².

§ 5. Het betrokken Fonds beslist over lokalen met technische vereisten zoals de voorzieningen voor het stoken, de hoogspanning en de zuivering.

De bruto-oppervlakten van die lokalen worden niet geboekt in de maximale bruto-oppervlakten, veroorloofd en bepaald bij dit besluit.

§ 6. De bouwdoSSIERS inzake zwembaden en aanpassings-, moderniserings- en onderhoudswerken die in de bestaande zwembaden moeten uitgevoerd worden, zullen de Executieve ter goedkeuring worden voorgelegd.

Art. 6. Ingeval de inrichtende macht de uitdrukkelijke verbintenis heeft aangegaan om lokalen ter beschikking te stellen van verscheidene inrichtingen, kan toelating verleend worden om de schoolbevolkingen samen te voegen. De oppervlakten mogen evenwel niet groter zijn dan die welke in dit besluit voor het geheel van de betrokken scholen zijn voorgescreven.

Art. 7. § 1. Er wordt een Commissie van Deskundigen opgericht. Haar leden worden benoemd door de Ministers tot wier bevoegdheid de schoolgebouwen behoren.

Ze bestaat uit een vertegenwoordiger voor elk van de krachtens voormeld besluit d.d. 5 februari 1990 opgerichte Fondsen of van de instellingen die voor de opdrachten ervan zullen instaan en uit een vertegenwoordiger van het Gemeenschapsonderwijs, het gesubsidieerd officieel onderwijs en het gesubsidieerd vrij onderwijs.

De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op, dat aan de Ministers tot wier bevoegdheid de schoolgebouwen behoren, ter goedkeuring wordt voorgelegd.

§ 2. De Commissie vergadert ten minste eenmaal om de twee maanden en verleent op vraag van het betrokken Fonds advies over alle aangelegenheden en meer in het bijzonder :

- a) de afwijkingen van de bepalingen van dit besluit;
- b) alle in dit besluit niet bedoelde gevallen waarin werken, bedoeld in artikel 2.1.b) en 2 van het decreet d.d. 5 februari 1990, uitgevoerd worden.

§ 3. Het betrokken Fonds of de dienst die voor de opdrachten ervan zal instaan, kan slechts beslissen na eensluidend advies van de Commissie van deskundigen

De Commissie brengt ieder jaar verslag uit bij de Ministers tot wier bevoegdheid de schoolgebouwen behoren.

De besturen van de verschillende Fondsen of van de instellingen die voor de opdrachten ervan zullen instaan, zijn verplicht haar alle nodige hulp te verlenen voor de nauwgezette vervulling van haar opdracht.

TITEL II. — Fysische normen

HOOFDSTUK I. — Basisonderwijs

Art. 8. § 1. Voor een vestiging van kleuter- of lager onderwijs wordt de toegelaten maximale bruto-oppervlakte vastgesteld als volgt :

a) vestigingen met minder dan 72 leerlingen. Het totaal aantal vierkante meters wordt toegekend per hiernavolgende reeks van leerlingen :

— minder dan 26 leerlingen	250 m ²
— van 26 tot 44 leerlingen	360 m ²
— van 45 tot 56 leerlingen	485 m ²
— van 57 tot 65 leerlingen	590 m ²
— van 66 tot 71 leerlingen	675 m ²

b) vestigingen met 72 leerlingen en meer. Het totaal aantal vierkante meters wordt toegekend per bijkomende leerling volgens volgende formule :

- van 72 tot 165 leerlingen :
760 + 7,9 x (leerlingenaantal - 72)
- van 166 tot 349 leerlingen :
1495 + 8,9 x (leerlingenaantal - 165)
- 350 leerlingen en meer :
2785 + 6,3 x (leerlingenaantal - 349)

§ 2. Indien de werken in een vestiging voor basisonderwijs worden verricht, worden de in § 1 voorgescreven oppervlakten vermeerderd met 5%.

§ 2bis. Voor de levensbeschouwelijke leergangen die niet in het lestijdenpakket worden opgenomen, heeft de school recht op een bruto-oppervlakte van 24 m² per schijf van 12 wekelijks georganiseerde lestijden.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van artikel 9, beslist de inrichtende macht vrij over de indeling van de oppervlakten die ingevolge de §§ 1 en 2 werden toegekend, op voorwaarde dat de pedagogische bestemming geëerbiedigd wordt.

Art. 9. § 1. Voor de inrichtingen waarvan het georganiseerde of subsidieerbare onderwijsprogramma in het kader van het lestijdenpakket meer dan 4 en minder dan 12 wekelijkse lestijden lichamelijke opvoeding telt, wordt de krachtens artikel 8 toegelaten bruto-oppervlakte vermeerderd met 80 m², bestemd voor de lokalen lichamelijke opvoeding en de bijhorende lokalen.

§ 2. In het geval van 12 wekelijkse lestijden en meer mag een specifiek lokaal worden opgericht.

De maximale toegelaten bruto-oppervlakte van de turnzaal, met inbegrip van de onontbeerlijke bijgebouwen zoals kleedruimten, doucheruimten, berguimten, toegangen, wordt vastgesteld als volgt :

- van 12 tot 23 wekelijkse lestijden voor lichamelijke opvoeding : 320 m²;
- van 24 tot 48 wekelijkse lestijden voor lichamelijke opvoeding : 485 m²;
- vanaf 50 wekelijkse lestijden voor lichamelijke opvoeding : 805 m².

§ 3. Van de berekening van het wekelijks aantal lestijden lichamelijke opvoeding moeten de lestijden zwemmen worden afgetrokken.

HOOFDSTUK II. — *Secundair onderwijs*

Art. 10. Drie enveloppes zijn vastgesteld voor de maximale bruto-oppervlakte. Enveloppe nr. 1 betreft de lokalen die, op grond van de aard van de verstrekte leergangen en van de uitrusting ervan, bijzondere afmetingen rechtvaardigen. Enveloppe nr. 2 betreft de leergangen lichamelijke opvoeding en sport. Enveloppe nr. 3 is een pedagogische en dienstenvolpde die alle andere behoeften dekt. Binnen de enveloppes 1 en 3 enzijds en enveloppe nr. 2 anderzijds beslist de inrichtende macht vrij over de verdeling van de oppervlakten, met dien verstande dat de pedagogische bestemming in acht wordt genomen.

Art. 11. In de coëfficiënten van forfaitaire bruto-oppervlakten per type leergangen of per studierichting zijn telkens de bijhorende lokalen begrepen die in functie van het hoofdlokaal worden gebouwd.

Art. 12. § 1. Het aantal wekelijkse lestijden van de in de inrichting verstrekte leergangen dient als basis voor de berekening van de enveloppes 1 en 2.

§ 2. Het aantal leerlingen dient als basis voor de berekening van de oppervlakten van enveloppe nr. 3.

Art. 13. § 1. De maximale oppervlakte van enveloppe nr. 1 wordt op grond van de coëfficiënten van de forfaitaire bruto-oppervlakte vastgesteld :

Coëfficiënt van forfaitaire oppervlakten

a) Technisch tekenen.....	140
b) Informatica.....	90
c) Dactylografie.....	90
d) Algemene mechanica hydraulica-pneumatica.....	140
e) Toegepaste mechanica (benzine- en dieselmotoren).....	140
f) Sterkstroom.....	90
g) Zwakstroom.....	90
h) Laboratorium voor proeven met materiaal-Metrologie.....	90
i) Laboratorium voor biologie.....	170
j) Laboratorium voor fysica.....	170
k) Laboratorium voor scheikunde.....	170
l) Technologische opvoeding.....	140
m) Geschiedenis of aardrijkskunde.....	120
n) Artistieke opvoeding.....	170

§ 2. De totale bruto-oppervlakte van de lokalen met betrekking tot de in dit artikel bedoelde leergangen wordt verkregen door het quotiënt van de deling door 27 van het in deze lokalen te organiseren wekelijks aantal lestijden te vermenigvuldigen met de in § 1 bepaalde toepasselijke coëfficiënten.

§ 3. Het quotiënt wordt tot de eenheid afgerond telkens wanneer het wekelijks aantal lestijden van de in § 1 opgesomde leergangen lager dan 27 is. De in aanmerking te nemen lestijden voor de berekening van de oppervlakten van de laboratoria zijn enkel de lestijden laboratoriumpraktijk die opgenomen zijn in het uurrooster voor de leergangen wetenschappen, biologie, fysica en scheikunde.

Niettegenstaande de toepassing van lid 1 van deze paragraaf wordt, wanneer de som van de lestijden laboratoriumpraktijk voor biologie, fysica en scheikunde lager is dan 27, het aantal toegelaten laboratoria tot 2 en wordt hierdoor de totale forfaitaire oppervlakte tot 340 m² beperkt.

§ 4. De in de berekeningen verkregen quotiënten worden tot de tweede décimaal afgerond.

Art. 14. § 1. De coëfficiënten van forfaitaire oppervlakte voor de in § 3 bedoelde leergangen beroepspraktijk worden afzonderlijk vastgesteld, enerzijds voor de eerste twee jaren van het secundair onderwijs en anderzijds voor de overige jaren. Voor de sectoren en de opties die zich niet tot een normalisatie lenen, worden de dossiers aan de Commissie van deskundigen voorgelegd. Deze sectoren en opties worden met de verwijzing C-D aangeduid.

§ 2. Onverminderd de wetsbepalingen inzake veiligheid, gezondheid en arbeidsbescherming wordt de voor de leergangen beroepspraktijk toegelaten oppervlakte verkregen door het quotiënt van de deling door 34 van het in deze lokalen te geven wekelijks aantal lestijden te vermenigvuldigen met de in § 3 bepaalde toepasselijke coëfficiënt.

In afwijking van wat voorafgaat worden de forfaitaire oppervlakten met betrekking tot de studierichtingen, gerechtvaardigd door de organisatie van minstens 18 wekelijkse lestijden praktijk, door 2 gedeeld.

In een school waar ten minste twee bovenvermelde studierichtingen worden ingericht, wordt echter de coëfficiënt van forfaitaire oppervlakte van 240 m² altijd gegund.

§ 3. Tabel

Secteur d'activités techniques	Coëfficiënt forfaitaire oppervlakte	
	1e en 2e jaar	volgende jaren
SECTOR 1 : LANDBOUWKUNDE		
Groep landbouw		
Landbouw	C.D.	C.D.
Groep tuinbouw		
Tuinbouw	C.D.	C.D.
Groep bosbouw		
Bosbouw		C.D.
SECTOR 2 : NIJVERHEID		
Groep elektriciteit		
Algemene elektriciteit - elektromechanica	120	120
Elektrische montage		190
Elektrische huishoudapparatuur	120	120
Groep electronica		
Industriële electronica, technische HF		120
Electronica - automatie (automatie - informatica)		120
Groep mechanica		
Algemene mechanica, ijzerbewerking	190	190
Machinerwerktuigen		
Fijnmechanica - Uurwerkmakerij	90	90
Groep mechanica van de motoren		
Automechanica		400
Mechanische motoren kleine cilinderinhoud		160
Groep toegepaste mechanica		
Land- en bosbouwmechanica		480
Tuinbouwmechanica		160
Groep metaal		
Carrosserieherstelling		320
Smederij-lastechniek		320
Groep mechanica (diversen)		
Zeevaart- en luchtvaartmechanica		320
SECTOR 3 : BOUW		
Groep hout		
Schrijnwerk-meubelmakerij	160	220
Groep uitrusting van het gebouw		
Sanitair - loodgieten en zinkbewerking		200
Sanitair, zinkbewerking en centrale verwarming		200
Groep afwerking van het gebouw		
Tegel- en pleisterwerk, cementering		140
Schilderwerk		320
Behangen, bekleden		320
SECTOR 4 : HOTELNIJVERHEID-VOEDING		
Groep hotelnijverheid		
Hotelnijverheid	C.D.	C.D.
Groep vlees- en spekslagerij		

Secteur d'activités techniques	Coëfficiënt forfaitaire oppervlakte	
	1e en 2e jaar	volgende jaren
Vlees- en spekslagerij	190	190
Groep brood- en banketbakkerij		
Brood- en banketbakkerij	190	190
Groep gemeenschapskeuken		
Gemeenschapskeuken	190	190
SECTOR 5 : KLEDING		
Groep maakwerk		
Maakwerk (snit, naad, passen)	190	190
SECTOR 6 : TOEGEPASTE KUNSTEN		
Groep sierkunsten		
Toegepaste kunsten, tekenen, schilderen	120	190
Visuele toegepaste kunsten (aerografie, serigrafie)		190
Binnenhuisinrichting		190
Etaleur		190
Groep grafische kunsten		
Drukkerij - offsetmachine		200
Groep audio-visueel		
Toegepaste kunsten - foto - reclamefotografie		90
Fotolaboratorium		90
Audio-visuele studio, video		90
SECTOR 7 : ECONOMIE		
Groep beheer en secretariaat		
Administratief werk - klasseren - reprografie - mechanografie	90	90
SECTOR 8 : PERSONENVERZORGING		
Groep sociale en gezinsdiensten		
Huishoudkunde - koken - huishoudelijk naaiwerk en onderhoud	90	190
Groep paramedische dienst		
Paramedische diensten		190
Groep schoonheidsverzorging		
Haartooi - gelaatsverzorging	160	160
Voetverzorging - handverzorging		90

§ 4. In afwijking van §§ 2 en 3 wordt :

- a) de toegelaten oppervlakte voor de studierichtingen metselwerk-, bouw - ruwbouw verkregen :
- voor de eerste twee leerjaren door het aantal leerlingen die de voor dit niveau voorgeschreven praktische werkzaamheden volgen, te vermenigvuldigen met 3,2 m²;
 - voor de volgende leerjaren, door het aantal leerlingen die de voor dit niveau voorgeschreven praktische werkzaamheden volgen, te vermenigvuldigen met 18 m².

De aldus berekende maximale oppervlakte voor de studierichtingen metselwerk, bouw - ruwbouw wordt vermeerderd met 230 m² of 340 m² voor de opslagplaatsen voor materiaal en werktuigen, naargelang de inrichting alleen de eerste twee of de volgende leerjaren organiseert.

b) de maximale oppervlakte van de studierichtingen voor houtbewerking, berekend overeenkomstig de §§ 2 en 3, vermeerderd met 120 m² voor de machinewerkplaats van de eerste twee leerjaren en met 190 m² voor de machinewerkplaats van de volgende leerjaren.

c) de maximale oppervlakte van de studierichtingen algemene mechanica (machines - gereedschap) en smederij-lastechniek respectievelijk 320 m² en 190 m².

§ 5. De verkregen quotiënten worden tot de tweede decimaal afgerond.

Art. 15. De dossiers met betrekking tot sectoren die niet in de in § 3 voorkomende tabel zijn opgenomen, worden de Commissie van deskundigen voor advies voorgelegd.

Art. 16. § 1. De totale oppervlakte van de lokalen voor lichamelijke opvoeding wordt als volgt berekend

— tot 36 lestijden	485 m ²
— tot 36 lestijden in een school die de 3e graad of de hogere cyclus inricht.....	600 m ²
— van 37 tot 72 lestijden.....	805 m ²
— van 73 tot 108 lestijden.....	1200 m ²

§ 2. Boven 1200 m² of 108 lestijden is het voorafgaande advies van de Commissie van deskundigen vereist.

Art. 17. Voor een inrichting voor secundair onderwijs wordt de maximale bruto-oppervlakte van de in artikel 10 bedoelde pedagogische en dienstenvolpve als volgt vastgesteld :

a) de inrichtingen die 101 leerlingen of meer tellen : het totaal aantal m² wordt per bijkomende leerling toegekend op grond van de volgende formule :

101 tot 200 : 1400 + 20 x (aantal leerlingen - 100)

201 tot 300 : 2250 + 7,5 x (aantal leerlingen - 200)

301 tot 400 : 3000 + 6,5 x (aantal leerlingen - 300)

401 tot 500 : 3650 + 6 x (aantal leerlingen - 400)

501 tot 600 : 4250 + 5,5 x (aantal leerlingen - 500)

Vanaf 601 : aantal leerlingen x 8

b) In afwijking van punt a moet elk dossier voor de volledige bouw van een inrichting waarvan de bevolking lager is dan 101 leerlingen, aan de Commissie van deskundigen voorgelegd worden.

HOOFDSTUK III. — *Buitengewoon onderwijs*

Art. 18. § 1. De bepalingen van titel II, hoofdstuk I zijn mede van toepassing op het buitengewoon basisonderwijs, met dien verstande dat de maximale bruto-oppervlakte berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 8, naar gelang van de types van onderwijs bepaald bij het koninklijk besluit van 28 juni 1978 houdende de omschrijving van de types en de organisatie van het buitengewoon onderwijs en vaststellende de toelatings- en behoudsvoorwaarden in de diverse niveaus van het buitengewoon onderwijs, wordt vermenigvuldigd :

— met 1,5 voor de types 1 en 8

— met 1,8 voor de andere types

§ 2. Inzake de omgeving genieten de oppervlakten bepaald bij artikel 5 voor het buitengewoon basis- en secundair onderwijs, dezelfde coëfficiënten als die opgenomen in § 1.

Art. 19. De bepalingen van hoofdstuk II worden op het secundair buitengewoon onderwijs toegepast.

Voor de berekening van de maximale bruto-oppervlakte van enveloppe nr. 3 worden echter de aantallen leerlingen in de normen I en II met 1,5 en die in vorm III met 2 vermenigvuldigd.

Art. 20. § 1. De oppervlakten verkregen met betrekking tot de in artikel 19 opgenomen normen vormen echter een enveloppe binnen welke, zonder onderscheid tussen de types van lokalen, de inrichtende macht naar gelang van het type van onderwijs dat ze inricht, een schikking bepaalt die overeenkomt met haar opvoedkundig opzet.

§ 2. Wat het geïntegreerd buitengewoon onderwijs betreft, kan elke inrichtende macht die dit soort onderwijs inricht, buiten de vastgestelde normen bijzondere ruimten bepalen voor de inrichting van dit soort onderwijs. De vooropgestelde oplossingen moeten de Commissie van deskundigen worden voorgelegd.

§ 3. De §§ 1 en 2 zijn van toepassing op het buitengewoon kleuter-, lager en secundair onderwijs.

HOOFDSTUK IV. — *Hoger onderwijs van het korte type*

Art. 21. Onverminderd artikel 6 wordt, in de inrichtingen en afdelingen van het hoger onderwijs van het korte type van de economische, sociale en opvoedkundige categorieën, de maximale bruto-oppervlakte verkregen door het aantal studenten met 10 te vermenigvuldigen. Voor de andere categorieën wordt de maximale bruto-oppervlakte verkregen door het aantal studenten met 20 te vermenigvuldigen. Ingeval lessen lichamelijke opvoeding en sport worden ingericht of gesubsidieerd, zijn daarenboven de bepalingen van hoofdstuk II betreffende het secundair onderwijs van toepassing.

De dossiers van de inrichtingen die tot de andere categorieën behoren, zullen aan de Commissie worden voorgelegd.

HOOFDSTUK V. — *Hoger onderwijs van het lange type*

Art. 22. De maximale bruto-oppervlakte waarover een inrichting mag beschikken, wordt verkregen door het aantal studenten te vermenigvuldigen met één van de hieronder opgenomen coëfficiënten naar gelang van de afdeling waartoe ze behoort :

— categorieën technische, landbouw-, artistieke en nautische wetenschappen :

kandidaturen : 20 m²

licentiaten : 30 m²

— categorieën economische, paramedische, sociale en pedagogische wetenschappen :

kandidaturen : 10 m²

licentiaten : 10 m²

HOOFDSTUK VI. — *Internaten*

Art. 23. De forfaitaire bruto-oppervlakte van 18 m² per bed voor het lager en het lager secundair onderwijs en 32 m² per bed voor het hoger secundair onderwijs wordt toegekend op grond van het aantal inwonende leerlingen ingeschreven op de datum bedoeld in artikel 3.

In verband met de internaten voor het buitengewoon onderwijs worden de leerlingen in aanmerking genomen naargelang zij minder dan 15 jaar oud zijn, waarbij de norm van 18 m² per bed wordt toegepast, ofwel 15 jaar en meer en in dit geval wordt de norm van 32 m² per bed toegepast.

Elk programma voor nieuwbouw, hierin begrepen de uitbreidingen, zal het voorwerp uitmaken van een omstandig verslag dat voor advies aan de Commissie van deskundigen moet worden voorgelegd, inz. voor de keuken, het restaurant, de ambtswoning, de lokalen voor verblijf en ontspanning.

HOOFDSTUK VII. — *Psycho-medisch-sociale centra*

Art. 24. De maximale bruto-oppervlakte voor een vestiging van een PMSC wordt verkregen door met 55 het aantal personeelsleden te vermenigvuldigen, welk aantal verantwoord is volgens het koninklijk besluit nr. 467 d.d. 1 oktober 1986 betreffende de rationalisatie en programmatie en de normen inzake personeelsomkadering van de psycho-medisch-sociale centra en tot vaststelling van de voorwaarden voor toegang tot de Fondsen voor schoolgebouwen.

TITEL III. — *Financiële normen*

Art. 25. Voor de toepassing van deze titel wordt enkel de uitrusting in aanmerking genomen.

Art. 26. Indien de werken onderverdeeld worden in afzonderlijke partijen, wordt het totaal bedrag in aanmerking genomen voor de toepassing van de bepalingen van deze titel.

Art. 27. § 1. Het bedrag van de goedgekeurde inschrijving voor nieuwbouw of voor een modernisering die de opknapping of de volledige ombouw van een gebouw omvat, wordt normaal geacht indien het begrepen is tussen 23.000 fr. en 27.500 fr. per vierkante meter bruto-oppervlakte zoals bepaald in artikel 2.

§ 2. In afwijking van § 1 :

a) wordt de prijsklasse voor de bouw van lokalen voor lichamelijke opvoeding bepaald tussen 21.000 en 25.000 fr. per vierkante meter bruto-oppervlakte; dit geldt voor de lokalen beroepspraktijk die ressorteren onder de sectoren 1, 2 en 3 die voorkomen in artikel 14, § 3, met inbegrip van alle bijhorende lokalen voor theoretisch onderwijs die deze werkplaatsen kunnen omvatten;

b) worden de kosten eigen aan de infrastructuren voor lichamelijke opvoeding, ingeval de bouwkundige samenstelling niet toelaat de kosten eigen aan deze laatste en aan de werkplaatsen van de sectoren 1, 2 en 3 gemakkelijk te onderscheiden, normaal geacht indien ze lager zijn dan het produkt van de bruto-oppervlakte met het gemiddelde van de minima en van de maxima van de prijsklasse toegelaten voor die types van lokalen;

c) wordt de prijsklasse betreffende de bouw van een internaat bepaald tussen 414.000 fr. en 495.000 fr., per bed voor het lager en het lager secundair onderwijs en tussen 736.000 fr. en 880.000 fr. per bed voor het hoger secundair onderwijs, zoals bepaald in hoofdstuk VI.

§ 3. De hierboven vermelde maximumbedragen dienen nageleefd te worden.

§ 4. Bovenstaande bedragen, vastgesteld op 1 juli 1987, worden maandelijks herzien volgens de formule van het Ministerie van Openbare Werken :

$$p = P \left(0,40 \frac{s}{s} + 0,40 \frac{i}{i} + 0,20 \right)$$

Art. 28. § 1. De in artikel 27 bedoelde bedragen zijn exclusief belasting op de toegevoegde waarde, algemene kosten en contractuele prijsherziening.

Onder algemene kosten worden de erelonen van de architecten, raadgevende ingenieurs en deskundigen van de studiebureaus verstaan.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 27 moeten de kosten van de door uitzonderlijke omstandigheden gerechtvaardigde werken afgetrokken worden, na eensluidend advies van de Commissie van deskundigen.

Art. 29. De kostprijs per vierkante meter van de aanlegwerken voor gebouwen, uitgevoerd in een vestiging gedurende een periode van vijf jaar die ingaat op de dag waarop dit artikel voor de eerste keer wordt toegepast, mag 60 % van de maximumwaarde in de overeenkomstig artikel 27 toepasselijke prijsklasse niet overschrijden.

Art. 30. § 1. Het betrokken Fonds beslist over de speel- en sportpleinen, de parkeerterreinen in open lucht, de bergplaatsen voor fietsen, de toegangen, de omgeving en de beplantingen.

De globale kostprijs van deze werken in verband met de nieuwbouw of de modernisering van een vestiging mag echter geen 10 % van de kostprijs voor de algemene enveloppe van werken overschrijden. In geval van werken die niet in verband staan met een bouwprogramma voor een vestiging, wordt de financiële

norm van 10 % berekend op het produkt van de normatieve bruto-oppervlakte in m², die van toepassing is op de vestiging waarop de vigerende financiële norm toepasselijk is .

§ 2. De kostprijs van de aanlegwerken betreffende deze buiteninfrastructuren, dit uitgevoerd worden in een vestiging gedurende een periode van 5 jaar die ingaat op de dag dat dit artikel voor de eerste keer wordt toegepast, mag 60 % van de in § 1 bedoelde norm niet overschrijden.

§ 3. De bouw of de modernisering van een overdekte speelplaats mag niet meer kosten dan 14.000 fr./m² exclusief belasting op de toegevoegde waarde, algemene kosten en contractuele prijsherziening.

Het bedrag van 14.000 fr. wordt volgens de in artikel 27 bepaalde formule herzien.

TITEL IV. — Regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen

Art. 31. Deze titel is toepasselijk op alle gebouwen bestemd voor onderwijsdoeleinden, voor psychologisch-medisch-sociale centra of voor internaten die geheel of gedeeltelijk door toedoen van de Gemeenschap zijn opgetrokken.

Wordt geacht beschikbaar te zijn elk gebouw of gebouwencomplex

1° dat volledig onbezet is, of door de inrichtende macht binnen de termijn van een schooljaar kan vrijgemaakt worden en

2° waarvan de lokalen voldoen aan de voorwaarden inzake veiligheid en gezondheid overeenkomstig artikel 24, § 2, 6° van voormelde wet d.d. 29 mei 1959, of althans door tussenkomst van de Fondsen in de vereiste staat kunnen worden gebracht.

Art. 32. De geografische omschrijving die dient in acht te worden genomen, wordt bepaald door :

1° de ruimte tot een afstand van 1 km voor het basisonderwijs en 2 km voor het secundair onderwijs;

2° de ruimte tot een afstand van 10 km voor het hoger onderwijs en de internaten, van 20 km voor de psychologisch-medisch-sociale centra.

Onder afstand dient te worden verstaan het traject langs de weg zoals bepaald in artikel 2,1 van het koninklijk besluit d.d. 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, zonder dat rekening wordt gehouden met omleidingen of eenrichtingsverkeer.

Art. 33. § 1. Bij ontvangst van een aanvraag voor nieuwbouw of uitbreiding onderzoekt het Fonds de beschikbaarheid van geschikte gebouwen binnen de beschouwde geografische omschrijving, in overleg met de andere betrokken Fondsen.

§ 2. Indien het of de beschikbaar geachte gebouwen toebehoren aan de inrichtende macht van de instelling die de aanvraag tot bouwen ingediend heeft, wordt het ingediende programma afgewezen.

§ 3. Indien de beschikbaar geachte gebouwen toebehoren aan een andere inrichtende macht, houder van een zakelijk recht op dat goed, dat haar de beschikking over dat goed verleent, organiseert het Fonds overleg met de betrokken inrichtende machten en stelt het de bezetting van de beschikbare oppervlakten voor, ofwel bij huurovereenkomst, ofwel bij erfpachtovereenkomst, ofwel door aankoop op grond van de verkoopwaarde vastgelegd door het bevoegd Aankoopcomité, ingesteld bij het koninklijk besluit d.d. 3 november 1980 betreffende de comités voor aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat, van de staatsinstellingen en van de instellingen waarin de Staat een overwegend belang heeft, of door elke andere bevoegde overheid.

Indien het overleg tot geen resultaat leidt, wegens weigering

1° van de inrichtende macht die de aanvraag ingediend heeft, wordt deze van de hand gewezen;

2° van de inrichtende macht waarvan het gebouw beschikbaar geacht wordt, zal elke latere aanvraag voor werken uitgaande van deze inrichtende macht met betrekking tot gebouwen gelegen in hetzelfde ambtsgebied slechts kunnen onderzocht worden wanneer het Fonds vastgesteld heeft dat het beschikbaar geacht gebouw bezet is of aan zijn bestemming is onttrokken.

Art. 34. Onverminderd de toepassing van de artikelen 31 en 32 onderzoekt het Fonds waarbij een aanvraag tot nieuwbouw van een infrastructuur voor lichamelijke opvoeding, waarvan sprake in artikel 16, § 2, aanhangig wordt gemaakt, of er binnen een afstand van twee km geen infrastructuur bestaat die geheel of gedeeltelijk eigendom is van een plaatselijke overheid.

Indien dit het geval blijkt te zijn en indien het bevoegde bestuursorgaan bereid is om aan de vraag gevolg te geven tegen betaling van een billijke vergoeding, wordt de bouw aanvraag geweigerd.

Art. 35. Elke inrichtende macht die zich benadeeld acht door een beslissing getroffen krachtens artikel 32 of 33, kan tegen deze beslissing beroep aantekenen bij de betrokken Minister of bij de Raad van Bestuur van het Communautair Waarborgfonds voor de schoolgebouwen. Deze nemen een beslissing na eensluidend advies van de Commissie van deskundigen.

TITEL V. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 36. De dossiers die voor aanbesteding worden voorgelegd en waarvoor een principiële akkoord vóór 1 juli 1987 was gegeven mogen de fysische norm met 5 % overschrijden; de financiële norm blijft echter van toepassing naar rato van de toegelaten oppervlakten.

Wanneer deze dossiers de fysische norm met meer dan 5 % overschrijden, worden de Fondsen gemachtigd, de meerkosten van erelonen op zich te nemen die het mogelijk moeten maken de plannen en documenten in overeenstemming te brengen met de vorige stand van studie, waarbij deze meerkost, hoogstens 5 % van de kosten voor het uitvoeren van de werken mag bedragen.

Art. 37. Het koninklijk besluit d.d. 22 juni 1987 houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysische en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 10 november 1989, wordt opgeheven.

Art. 38. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 8 januari 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 21 septembre 1992, entrant en vigueur le 11 mars 1993, M. Gosset, P., greffier-chef de greffe de la justice de paix du canton de Soignies, est admis à la retraite.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 22 octobre 1992, M. Geuns, C., secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Hasselt est admis à la retraite, à sa demande, à la date du 28 février 1993.

Il a droit à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêtés royaux du 15 février 1993, sont nommées :

— commis-greffier à la cour du travail d'Anvers, Mme Van Hoof, C., employée au greffe de cette cour;

— commis-secrétaire au parquet de la cour du travail de Bruxelles, Mme Trolin, B., rédacteur principal au parquet de cette cour;

— secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Hasselt, Mme Bex, R., commis-secrétaire principal à ce parquet.

Par arrêté royal du 18 février 1993, est nommé commis-secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Courtrai, M. Duthoo, F., rédacteur principal à ce parquet.

Par arrêté royal du 19 février 1993, est nommée commis-secrétaire principal au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Courtrai, Mme Quartier, C., commis-secrétaire à ce parquet.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 21 september 1992, in werking tredend op 11 maart 1993, is de heer Gosset, P., griffier-hoofd van de griffie van het vrederecht van het kanton Zinnik, in ruste gesteld.

Hij mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 22 oktober 1992 is de heer Geuns, C., adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, op zijn verzoek, in ruste gesteld, op datum van 28 februari 1993.

Hij heeft aanspraak op pensioen en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

Bij koninklijke besluiten van 15 februari 1993 zijn benoemd tot :

— klerk-griffier bij het arbeidshof te Antwerpen, Mevr. Van Hoof, C., beambte bij de griffie van dit hof;

— klerk-secretaris bij het parket van het arbeidshof te Brussel, Mevr. Trolin, B., eerstaanwezend opsteller bij het parket van dit hof;

— adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, Mevr. Bex, R., eerstaanwezend klerk-secretaris bij dit parket.

Bij koninklijk besluit van 18 februari 1993 is benoemd tot klerk-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, de heer Duthoo, F., eerstaanwezend opsteller bij dit parket.

Bij koninklijk besluit van 19 februari 1993 is benoemd tot eerstaanwezend klerk-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, Mevr. Quartier, C., klerk-secretaris bij dit parket.